

EXCLUSIF: Dérives et souffrances au sein d'un foyer spécialisé genevois

ENQUÊTE

ABONNÉ

Un bâtiment inadapté, du personnel blessé ou encore une direction coupée du terrain: la situation d'un établissement accueillant des jeunes souffrant d'autisme ou de déficiences intellectuelles incarne, à son paroxysme, le malaise grandissant au sein de l'Office médico-pédagogique



© Fanny Monier pour Le Temps



Sylvia Revello

Publié jeudi 30 septembre 2021 à 18:47

Modifié jeudi 30 septembre 2021 à 19:05

«Quand on a tiré la sonnette d'alarme, la direction s'est d'abord murée dans le déni et nous a accusés de mal faire notre travail.» Depuis 2019, des collaborateurs de l'Office médico-pédagogique (OMP) du canton de Genève, appuyés par les syndicats et quelques parents, dénoncent de graves dysfonctionnements dans un foyer qui accueille 24h/24 des adolescents atteints de pathologies lourdes. Interpellations, entretiens, courriers: il faudra deux ans pour qu'un audit externe leur donne raison. Trop tard pour une bonne partie du personnel. Sur les 14 personnes engagées à l'ouverture de la structure en 2018, seules deux sont encore en poste sur un total actuel de 24 collaborateurs.

Pour les nombreux acteurs du domaine que *Le Temps* a rencontrés, ce cas illustre le malaise grandissant qui plombe l'OMP, institution à cheval entre le pédagogique et le thérapeutique, sujet à de multiples crises depuis sa création en 2010. Sa mission est pourtant cruciale: offrir une mosaïque de prises en charge allant de l'appui scolaire à l'encadrement complet aux jeunes à besoins particuliers, atteints d'autisme, de troubles de l'attention ou du langage ou encore de surdité.

Lire aussi: Anne Emery-Torracinta: [«Je déplore cette situation dont ont souffert les collaborateurs et les enfants»](#)

Le foyer en question accueille une petite dizaine de jeunes de 8 à 18 ans souffrant d'autisme ou de déficiences intellectuelles, avec parfois d'autres troubles associés, qui peuvent se montrer violents envers eux-mêmes ou envers les autres. Au-delà de l'encadrement, l'équipe doit aussi assurer le suivi thérapeutique de ce public fragile qui ne communique parfois qu'à travers des pictogrammes voire des coups. «Une tâche immense qui se révèle irréalisable vu les conditions de travail imposées, le manque d'effectifs stables et surtout de soutien de la direction», déplore Françoise Weber, secrétaire syndicale au SIT, qui énumère les conséquences de cette mauvaise gestion: des prises de risque qui auraient pu mettre en danger les jeunes, de multiples accidents de travail pour les collaborateurs.

«Je n'avais jamais vu de telles conditions d'accueil»

Educatrice spécialisée depuis une dizaine d'années, Elisa* dit être tombée des nues à son arrivée au foyer. «De ma vie, je n'avais jamais vu de telles conditions d'accueil, une telle détresse, un manque criant de moyens, à se demander si vraiment on était en Suisse», confie-t-elle, soulignant que dans les autres institutions le personnel est d'abord engagé puis réfléchit à comment encadrer au mieux la population. «Ici, on a dû accueillir dans l'urgence des cas très lourds, ceux qu'aucune autre structure n'acceptait, dans les pires conditions imaginables. Certains collègues ont démissionné au bout de trois jours.» Un chaos ambiant dont les jeunes pensionnaires ont été les premiers à souffrir. Vétuste, l'ancienne école qui abrite le foyer s'avère peu adaptée à un public fragile pour qui une seule lumière trop forte peut déclencher des crises. «Les coupures d'eau chaude ou de chauffage sont courantes, l'isolation

des murs ne permet pas d'entendre si un collègue appelle à l'aide. Même les sifflets n'y font rien», appuie Claire*, une ancienne collaboratrice.

Lire aussi: [A Genève, l'enseignement spécialisé préoccupe les syndicats](#)

En souffrance, les jeunes sont parfois ingérables et les accidents de travail se multiplient. Balafres, gifles, morsures et autres blessures, Elisa se retrouve des dizaines de fois en arrêt maladie en deux ans, enchaîne parfois 72 heures au foyer sans dormir. «Tous les matins, j'arrivais au travail avec la boule au ventre, ils ont réussi à me dégoûter d'un métier que j'adore», confie Claire, évoquant un épuisement mental et physique. A défaut de soutien, le personnel affirme avoir reçu menaces et insultes de la part de la directrice dont il qualifie le management de «tyrannique». Elle-même est entrée en fonction après la démission du premier directeur, «un chef attentif et humain qui a fini par jeter l'éponge», aux dires des collaborateurs. «Lorsqu'on osait dénoncer ce qui n'allait pas, demander qu'un médecin soit présent au foyer, on était accusé d'incompétence ou de paresse, déplore l'éducatrice. Si on se faisait agresser, c'était de notre faute. Si on n'était pas content, la porte était ouverte.» En représailles, les collaborateurs mécontents sont convoqués en entretien de service voire sanctionnés sur des motifs contestés. Pour Elisa, qui a depuis quitté l'institution, le personnel a été livré à une «mission impossible» durant des années, dans l'indifférence générale.

«Reconnaître la souffrance des collaborateurs»

Il a en effet fallu du temps pour que le Département de l'instruction publique (DIP), dont dépend l'OMP, réagisse. Face aux alertes répétées, il finit, ce printemps, par ordonner un audit externe dont les conclusions ont été présentées au personnel il y a trois semaines. Résultat: le départ de la directrice, auquel s'ajoute une redéfinition de l'organisation et des missions du foyer. Parmi les mesures à prendre d'urgence, l'audit évoque la nécessité de «reconnaître la souffrance des collaborateurs», mais aussi d'instaurer un «dialogue» avec la nouvelle direction *ad interim*. «C'est un soulagement pour le personnel, mais cela ne réparera en revanche pas les dégâts humains, ni les sanctions prononcées par la direction, qui a gelé la nomination de certains collaborateurs voire prononcé un licenciement», note Françoise Weber. La syndicaliste tente aujourd'hui de faire annuler ces décisions.

Lire aussi: [Le calvaire logopédique romand](#)

Comment expliquer une telle dérive? Pour de nombreuses sources à l'interne et à l'externe, le cas de ce foyer illustre quelques-uns des maux qui plombent le fonctionnement de l'OMP. La veille de la rentrée, les syndicats avaient déjà dénoncé une situation critique entre gestion déficiente, manque de personnel ou encore réorganisations intempestives. Le tout dans un contexte de forte augmentation des élèves à besoins particuliers: +18% en dix ans, +101 élèves dans l'enseignement spécialisé rien que cette rentrée. Sous pression, le système peine à faire face et le délai de prise en charge s'allonge: entre deux et trois mois, parfois davantage. Une situation aggravée par l'entrée en vigueur de la PES (procédure d'évaluation standardisée), qui permet aux directeurs d'établissement de signaler des élèves en difficulté. La demande est ensuite examinée par le Service de pédagogie spécialisée.

Plusieurs allers-retours et autres préavis précèdent la prise de décision, qui peut intervenir tardivement, ce qui complique la transition pour la famille, souvent mise devant le fait accompli.

De leur côté, les collaborateurs évoquent un chaos permanent, une direction coupée du terrain, mais surtout une perte de vision de la mission médico-pédagogique. Des difficultés qui se reflètent dans le taux d'absentéisme de 6,53% durant l'année scolaire 2020-2021, davantage que dans la moyenne du DIP (5,63%). Selon les syndicats, quelque 350 remplaçants, pas toujours formés, occupent actuellement des tâches clés au sein de l'OMP, ce qui n'arrange rien à la situation. Lancée début septembre pour dénoncer la «forte dégradation des prestations offertes aux enfants et jeunes les plus fragiles du canton», une pétition a déjà récolté plusieurs centaines de signatures. Elle vise notamment à renforcer les moyens de l'OMP.

«On se sent abandonné»

Latent depuis plusieurs années, le malaise semble encore s'être aggravé depuis l'arrivée, en 2019, de la nouvelle directrice de l'OMP, Sandra Capeder, anciennement cheffe du Service de la petite enfance de la ville de Genève, qui a succédé au Pr Stephan Eliez. Un virage à 180 degrés vers le pédagogique au détriment du médical (on parle systématiquement d'élève et non plus d'enfant), des changements imposés à marche forcée, un mépris des réalités du terrain: c'est ainsi que Laetitia*, enseignante spécialisée, décrit ses méthodes. «On nous demande de faire comme dans l'école ordinaire mais c'est impossible, le public dont on s'occupe a, par définition, des besoins particuliers, souligne-t-elle. Tous les

jours il y a des situations qui pourraient déraper. Si quelque chose tourne mal, on sait que ça va nous retomber dessus, on se sent abandonné.»

Lire aussi: [Edin ou les limites de l'école inclusive genevoise](#)

Pour Olivier Baud, membre du comité de la Société pédagogique genevoise (SPG), les réformes successives ne sont que de «l'enfumage». «La direction ne cesse de modifier l'organigramme, de changer le nom des dispositifs, de déménager les structures, le tout dans la confusion la plus totale, dénonce-t-il. Toute cette agitation ne règle pas les problèmes de fond, bien au contraire.» A ses yeux, les choses sont claires, l'OMP se retrouve dans une situation impossible: «C'est à se demander si on ne souhaite pas qu'il périclite.»

«Tout le monde est mis à mal»

Aux dires des syndicats, l'institution souffre depuis sa création d'un manque de ressources important alors même qu'elle est soumise à un rythme de croissance incontrôlé. Quid des quelque 142 postes octroyés en trois ans? Ils suffisent à peine à couvrir l'augmentation démographique. «Chaque année, cinq ou six nouvelles structures doivent ouvrir et cela pose des problèmes structurels, de recrutement, de personnel, détaille Daniel*, collaborateur d'une consultation de l'OMP. Au final, tout le monde est mis à mal.» D'autant que l'office est dépendant des votes budgétaires du Grand Conseil, pour qui, à part les enseignants, tous les collaborateurs de l'OMP sont considérés comme du personnel administratif et technique. «On croit qu'on fait du

secrétariat alors qu'en tant que médecin, psychologue ou logopédiste, on est sur le terrain», déplore Daniel.

Lire aussi: [A Genève, des éducateurs au secours des profs pour gérer les élèves difficiles](#)

Au-delà de l'OMP, c'est l'attitude du DIP qui est critiquée. Pour Jérémie*, ancien cadre à l'OMP, porter un dispositif aussi complexe ne peut se faire que dans un climat de confiance. «Or ce n'est pas le cas depuis l'entrée en fonction d'Anne Emery-Torracinta en 2013, estime-t-il. Dès son arrivée, elle n'a cessé d'attaquer les directions, instaurant un climat de méfiance et poussant à des départs en cascade. Résultat: tout le monde se met dans une posture d'attente, il n'y a plus de place pour la réflexion. S'ils prennent des initiatives, les gens ont peur de se faire taper dessus.» Dans les faits, il n'y a jamais eu autant de créations de structures spécialisées que sous la législature d'Anne Emery-Torracinta, alors même qu'elle a été élue en portant le message de l'école inclusive. De quoi s'interroger.

* Nom connu de la rédaction

L'OMP en chiffres

1074 collaborateurs: enseignants et éducateurs spécialisés, médecins, logopédistes, psychomotriciens, psychologues ou encore personnel administratif.

2127 jeunes entre 4 et 20 ans pris en charge à la rentrée 2021.

142 postes supplémentaires créés entre 2019 et 2021.

6,53%: le taux d'absentéisme durant l'année scolaire 2020-2021, davantage que dans la moyenne du DIP (5,63%).

Effectifs des élèves à besoins particuliers

Année scolaire 2019-2020: 2257.

Année scolaire 2020-2021: 2547.

Année scolaire 2021-2022: 2725.